

## Selon le BIT, il est possible de créer 60 millions emplois verts en 20 ans

(Agence Ecofin) - La conversion à une économie plus respectueuse de l'environnement pourrait générer de 15 à 60 millions d'emplois supplémentaires à l'échelle mondiale au cours des vingt prochaines années et sortir des dizaines de millions de travailleurs de la pauvreté. C'est la principale conclusion du deuxième rapport sur l'initiative en faveur des emplois verts

Cette publication est le fruit d'un partenariat entre le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et la Confédération Syndicale Internationale (CSI).

Sur les 1,5 milliards de personnes qui constituent la main d'œuvre mondiale, près de la moitié sera impactée par une transition vers l'économie verte principalement dans huit secteurs d'activités : agriculture, sylviculture, pêche, énergie, industrie manufacturière à forte intensité de ressources, recyclage, construction et transport.

Pour **Juan Somavia**, Directeur Général du BIT « Le développement écologique ne détruit pas l'emploi, comme on le dit souvent. Au contraire, si il est bien géré, il peut déboucher sur de nouveaux emplois, de meilleure qualité, sur la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale»

Dans le cadre des politiques publiques, quatre conditions sont nécessaires pour faire de la préservation de l'environnement un gisement de création d'emplois et de réduction de la pauvreté :

- Promotion et mise en œuvre des processus de production durables au niveau des entreprises elles-mêmes, en particulier parmi les petites et moyennes entreprises dans les secteurs clés mentionnés
- L'extension de la protection sociale, le soutien au revenu et la formation qualifiante sont essentielles pour garantir aux travailleurs d'être en mesure de tirer parti de ces nouvelles perspectives
- Les normes internationales du travail et les droits des travailleurs peuvent fournir un cadre juridique et institutionnel, ainsi qu'une

orientation pratique, pour travailler dans une économie plus durable et respectueuse de l'environnement, en particulier lorsqu'il s'agit de la qualité des emplois et de la sécurité et de la santé au travail

- Un véritable dialogue social impliquant les employeurs et les syndicats est indispensable à la gouvernance du développement durable

**Sénégal : le projet de recherche Union Africaine-EuropeAid « JATROPHA » est en route.**

(Agence Ecofin) - L'un des défis majeurs pour l'émergence de l'Afrique est la disponibilité d'une énergie à bas coût et disponible. Face à cet enjeu, l'Union Africaine a décidé de financer plusieurs programmes de recherche.

Le projet de recherche « Mise au point de technologies de production et d'utilisation durables de biocarburant de *Jatropha curcas* pour une réduction de la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest » a ainsi été sélectionné dans le cadre d'un appel à projet. Il est porté par 12 institutions provenant de 3 pays du Sud (Bénin : INRAB ; Burkina-Faso : INERA, Université de Ouagadougou ; Sénégal : ENSA/UT, UCAD, UGB, ISRA, CERER, PROGEDE, OP, WV) et une du Nord (France : IRD). Elles se partageront le budget de 600 000 euros pendant trois années.

Le lancement officiel de ce projet a lieu lors d'une rencontre organisé du 12 au 14 juin 2012 à l'Ecole nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de l'Université de Thiès au Sénégal.

(Agence Ecofin) - A l'initiative du cabinet Synergences Côte d'Ivoire, Abidjan accueille du 22 au 24 octobre le forum international gaz, pétrole, énergies nouvelles et énergies renouvelables.

Le but de la manifestation est la création d'une plateforme d'échanges entre les professionnels de l'énergie en Afrique de l'Ouest. Il est donc prévu des rencontres B to B mais aussi des ateliers de formation sur la gestion des stocks des énergies fossiles ainsi que des conférences thématiques sur les énergies nouvelles et des expositions sur les activités extractives.

Cette rencontre est aussi une occasion pour les entrepreneurs et porteurs de projets de rencontrer les décideurs et de saisir des opportunités d'affaires en Côte d'Ivoire. Des experts de haut niveau apporteront également des éclairages sur des thématiques précises.

Thierry Téné animera une session sur les opportunités de green business et d'investissement en Afrique.

**La course aux surfaces agricoles, une bombe à retardement en Afrique**  
JOHANNESBURG (© 2012 AFP) - La course aux surfaces agricoles en Afrique, achetées ou louées pour produire du biocarburant pour les Occidentaux ou nourrir l'Asie, est une bombe à retardement sur un continent qui ne mange pas partout à sa faim.

Ces investissements, difficiles à quantifier, provoquent déjà des tensions, les plus spectaculaires à Madagascar où la Corée du Sud, avec le groupe Daewoo, espérait acquérir 1,3 million d'hectares pour y faire pousser la moitié de son maïs.

Le tollé provoqué par cette transaction, finalement annulée, a contribué à la chute du président Marc Ravalomanana début 2009.

Aujourd'hui, la Grande Ile ne vend plus et se contente de louer des petites surfaces, de 5.000 à 30.000 hectares, pour des projets majoritairement européens et centrés sur la production d'agro-carburants.

Mais la ruée continue ailleurs, alors que l'Afrique aurait besoin de tripler sa production alimentaire d'ici 2050 pour nourrir sa population en hausse rapide.

Le sujet n'est pas à l'ordre du jour officiel du sommet de l'ONU sur le développement durable Rio+20 du 20 au 22 juin, mais il y sera porté par les ONG. Car les doléances ne se limitent pas aux dégâts écologiques causés par la captation de vastes étendues arables: déforestation, épuisement des sols et de la ressource en eau.

De Madagascar au Liberia, en passant par le Mozambique, le constat est le même: les contrats sont opaques, les terres bradées, les populations sont peu ou pas consultées, parfois déplacées, incapables de se défendre en cas de conflit, les retombées locales sont insuffisantes et la terre est accaparée pour des projets qui ne voient pas le jour ou sont abandonnés.

"Les acquisitions récentes de terres au Cameroun semblent toutes être choquantes, à la fois par leur ampleur, les prix extrêmement bas (jusqu'à un demi-dollar par hectare et par an), par leur durée inhabituelle dans nos pays (jusqu'à 99 ans) et par leur caractère secret", explique Samuel Nguiffo, secrétaire général du Centre pour l'environnement et le développement, une ONG.

→ Au Liberia, la moitié des terres arables a été ainsi aliénée à des étrangers, posant aux riverains des problèmes d'accès à la nourriture et à un revenu, selon le Centre international de l'université américaine de Columbia pour la résolution des conflits (CICR).

En décembre, la présidente Ellen Johnson Sirleaf a admis "des erreurs" après des violences autour d'une concession de 220.000 hectares accordée en 2009 à un groupe malaisien, Sime Darby, pour planter des palmiers à huile et de l'hévéa.

L'Afrique abrite environ 60% de terres non cultivées du monde, ce qui en fait une région clé pour la sécurité alimentaire de la planète.

Et des pays comme le Bangladesh encouragent explicitement l'achat de terres pour nourrir ses 150 millions d'habitants. Des entreprises du Bangladesh ont ainsi conclu des accords pour du riz en Ouganda et en Tanzanie.

Mais en Gambie, le gouvernement s'est refusé à céder des terres après les violences qui ont eu lieu en 2011 au Sénégal voisin. Un projet privé italien de production de biocarburants à partir de 20.000 hectares de patates douces (Senethanol) a provoqué des heurts entre habitants à Fanaye (nord), faisant deux morts et une vingtaine de blessés avant d'être gelé par l'Etat.

Seuls 8,5% des terres en Afrique sont cultivées et 5,4% irriguées, selon des données de la FAO de 2009.

Mais plutôt que de céder aux sirènes de l'agro-industrie, les associations estiment qu'il vaudrait mieux soutenir les agriculteurs locaux avec des semences, de meilleures infrastructures de stockage ou de transport pour éviter qu'une partie de la production ne pourrisse sur pied.

Au Gabon, c'est le contrat avec Olam, une multinationale de Singapour qui fait polémique.

Il prévoit l'émergence d'une industrie de transformation du bois, avec des emplois à la clé, mais aussi l'occupation de dizaines de milliers d'hectares de terres pour produire des palmiers à huile et de l'hévéa, où poussaient auparavant cacao, café et bananes.

Or, s'insurge Marc Ona, de l'ONG Brain Forest, "le Gabon importe l'essentiel des produits alimentaires du Cameroun voisin".

"Face au défi de la sécurité alimentaire, le choix s'est plutôt orienté vers l'agro-industrie avec l'attribution dans des conditions illégales, sans cadre juridique approprié, de plus de 300.000 hectares de terres arables", dit-il.

Même au Mozambique, pays immensément étendu où seul un sixième des terres arables sont cultivées et où le jatropha est cultivé pour faire du biodiesel, l'association *Justica Ambiental* estime que les investissements étrangers "créent des conflits, aggravent la pauvreté et la vulnérabilité des populations rurales".